

«Les ONG ne sont pas des suceuses de subventions»

ÉTUDE L'impact économique de ces organisations est démontré.

ANDRÉ ALLET MANDI

«Il est temps qu'on casse le cliché: les organisations non gouvernementales (ONG) ne sont pas des machines à réclamer des subventions, mais de véritables acteurs de la Genève internationale!» Pour faire évoluer les mentalités, Sébastien Ziegler et son équipe de l'ONG Mandat International ont encore du pain sur la planche. Le destin s'est toutefois chargé de leur envoyer un curieux ange gardien. Doctorante en économie à l'Institut universitaire des hautes études internationales (HEI), Valérie Laxton a mené pour leur compte une étude sur l'impact économique de l'activité des ONG à Genève. Elle nous l'a présenté en primeur.

Premier constat: le rôle spécifique des organisations non gouvernementales n'a fait l'objet, à ce jour, d'aucune étude exhaustive. Et pour cause! Leur nombre n'a jamais été défini avec précision. Des ONG, il y en a 114 selon le recensement fédéral de 1991, 120 d'après une étude de l'Université de Berne, alors que 130 figurent sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève, 174 sont prises en compte par la Mission suisse auprès des Nations Unies et 364 sont répertoriées dans la base de données de Mandat International! Au

tant dire que toute extrapolation statistique est à prendre avec des pincettes.

59% des délégués représentent des ONG

Valérie Laxton s'est tout de même livrée à l'exercice. Le résultat est surprenant. On savait par exemple qu'en 1997, les dix plus grandes ONG ont organisé davantage de réunions internationales que l'ensemble des organisations gouvernementales - 1852 contre 1762, pour être précis. Mais on croyait les représentants d'Etat plus nombreux que ceux de la société civile. L'économiste prétend le contraire: les délégués d'ONG formeraient 59% du public de l'ensemble des conférences et 34% de l'assistance aux réunions d'organisations intergouvernementales (OI).

«Les OI ont développé des relations d'interdépendance avec les ONG», explique Valérie Laxton. «Ces dernières contribuent à leur travail en servant de relais avec la société civile, de source d'information, de pool d'expertise, et en assumant la mise en pratique opérationnelle de leur politique.» De passage à Genève, ces gens dépensent entre 250 et 500 francs par jour, estime la doctorante en retenant à la baisse les estimations

officielles. Au total, de 100 à 200 millions de francs par an, soit presque autant que les représentants d'Etat.

Côté emploi, les «non-gouvernementaux» constituent 13% des 27 500 personnes travaillant dans le secteur international. Valérie Laxton calcule que les ONG dépensent 420 millions de francs en salaires. C'est davantage, par exemple, que les Missions permanentes (320 millions). Conclusion: la contribution des ONG à l'activité de la scène internationale genevoise et à ses effets économiques est bien plus importante que prévu et mériterait qu'on l'étudie en profondeur.

La vie internationale se démocratise via les ONG

Interrogé sur la qualité de ce travail extra-académique, Peter Tschopp, nouveau directeur des HEI, le considère de bonne facture. «Je ne saurais dire si les conclusions se vérifient scientifiquement, mais je les partage totalement en tant que politicien. La vie internationale se démocratise à travers les ONG. Berne doit comprendre que Genève ne peut continuer à faire seule l'effort de soutenir leur implantation!»

Au Service du protocole du Canton, Jérôme Koechlin juge l'étude très utile, tout en restant prudent. «Il est clair que depuis le Congrès de Rio, en 1991, les ONG sont sur le devant de la scène in-



Valérie Laxton. Son étude éclaire de nombreux aspects de l'activité des ONG.

ternationale. Mais on trouve de tout parmi ces organisations! Le Conseil d'Etat a établi des critères précis pour déterminer qui soutenir. L'ONG doit être de dimen-

sion internationale, à but non lucratif et œuvrer dans l'un des domaines d'excellence de notre ville: l'humanitaire, les droits de l'homme ou encore le commerce.

Il faut encore qu'elle soit reconnue par la Confédération et que son impact médiatique soit bénéfique pour la Genève internationale.» ■